



**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 00339...../CAB.MIN/MINES/01/2021
DU ET N°/CAB.MIN/FINANCES/2021
DU..... PORTANT APPROBATION DE LA LISTE DES BIENS
A IMPORTER SOUS LE REGIME DOUANIER PRIVILEGIE AU PROFIT DE LA
SOCIETE CMOC KISANFU MINING Sarl.**

LA MINISTRE DES MINES

ET

LE MINISTRE DES FINANCES

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n°011/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en ses articles 93, 202 point 36 litera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/ 2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 9 mars 2018, spécialement en ses articles 225 et 227 à 232 ;

Vu la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011, relative aux Finances Publiques ;

Vu l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2010 portant Code des Accises ;

Vu l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, telle que modifiée et complétée par l'Ordonnance-Loi n°13/007 du 23 février 2013 ;

Vu l'Ordonnance-Loi n° 011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau Tarif des droits et Taxes à l'importation telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 20/016 du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 20/017 du 27 mars 2020 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} A et B point 22 ;



Vu l'Ordonnance n° 021/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier tel que modifié et complété par le Décret n°18/024 du 08 juin 2018 ;

Vu le Décret n°011/42 du 22 novembre 2011 portant mesures d'exécution de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée par la Loi des Finances;

Vu le Décret n° 011/46 du 24 décembre 2011 portant mesures d'application de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des Douanes ;

Considérant la requête introduite en date du 23 juin 2021 par la Société CMOC KISANFU MINING Sarl, en vue d'obtenir l'approbation visant l'importation des biens sous le régime douanier privilégié ;

Considérant l'avis technique favorable de la Commission interministérielle d'approbation de listes des biens à importer sous le régime douanier privilégié, émis lors de la réunion du 01 juillet 2021 ;

Considérant la nécessité ;

A R R E T E N T :

Article 1^{er}

Est approuvée la liste ci-jointe des matériels et consommables à importer sous le régime douanier privilégié, présentée par la Société CMOC KISANFU MINING Sarl en sa qualité de détentrice du Permis d'Exploitation n°815 se trouvant dans le Territoire de Lubudi dans la Province du Lualaba et dont références ci-dessous :

- Numéro d'Identification Nationale : 05-B0500-N42601N ;
- Numéro Import-Export : PM/PP/0002/CBX-21/1000978HK/Z ;
- Numéro RCCM : CD/LSHI/RCCM/14-B-01616 ;

La valeur globale des matériels et consommables à importer sous le régime douanier privilégié est de **1.035.004.705,13 USD** (Dollars Américains un milliard trente-cinq millions quatre mille sept cent et cinq, treize)

**Article 2 :**

Conformément à l'article 230 du Code Minier révisé, la Société CMOC KISANFU MINING Sarl ne peut transférer les matériels et consommables importés qu'après en avoir préalablement informé l'Administration des douanes et obtenu l'autorisation écrite de cette dernière.

Article 3 :

Toute violation des dispositions du présent Arrêté entraîne la suspension des avantages douaniers et expose la Société CMOC KISANFU MINING Sarl au paiement des droits et taxes d'entrée conformément au tarif des droits et taxes à l'importation en vigueur, sans préjudice des amendes éventuelles.

Article 4 :

Le Directeur Général de la Direction Générale des Douanes et Accises «DGDA» est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le

Le Ministre des Finances

La Ministre des Mines

Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI

Antoinette N'SAMBA KALAMBAYI

Arrogations :

- Cabinet du Président de la République ;
- Cabinet du Premier Ministre ;
- Cabinet du Ministre des Finances ;
- Cabinet du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants ;
- Cabinet de la Ministre des Mines ;
- Secrétariat Général des Mines ;
- Direction Générale des Douanes et Accises « DGDA »
- BCC ;
- OCC ;
- ANAP ;
- CIABEL Direction des Mines ;
- La société CMOC KISANFU MINING Sarl